Revue Internationale DAMBE

Valorisation des Savoirs Endogènes et Promotion de la Recherche Scientifique

ISSN : 1987-1996

Volume 1_Numéro 1

Décembre 2024

Mutation Socio-économique, culturelle et environnementale en Afrique : Défis et enjeux.

Revue semestrielle multidimensionnelle du CERFDES

https://cerfdesconsulting.com/revue

Revue Internationale DAMBE

Valorisation des savoirs endogènes et promotion de la recherche scientifique.

PRESENTATION

La revue Internationale « Dambé » qui est un mot bambara signifiant la dignité, est une revue qui vise à promouvoir la recherche scientifique en mettant en valeur les savoirs endogènes en Afrique et ailleurs. C'est une revue semestrielle adossée au Centre d'études, de Recherche et de Formation sur les Dynamiques Économiques, Environnementales et Sociales (CERFDES). À l'exception des numéros spéciaux dont la publication est conjoncturelle, la revue publie deux numéros par an (Juin et Décembre).

Ayant un intérêt particulier pour les sciences sociales, elle reçoit des contributions de doctrine livrant des réflexions sur toutes les questions ou problématiques actuelles dans des domaines tels que, la géographie, l'économie, le droit, la santé et tout autre sujet concernant les sciences sociales, humaines et environnementales.

Les articles soumis à la revue Dambé sont évalués de façon rigoureuse par un comité scientifique et de lecture composés de chercheurs et d'enseignants-chercheurs de diverses nationalités et de spécialités variées. Tous les articles publiés restent accessibles librement par les auteurs ainsi que par les lecteurs sur le site de la revue, à l'exception des numéros spéciaux dont la publication est conjoncturelle, la revue publie deux numéros par an.

COMITE EDITORIAL

Président du Comité Scientifique

Pr Balla DIARRA, Professeur titulaire en Géographie, École Nationale d'Administration

Coordinateur Scientifique

Dr Issa DIALLO, Maître de conférences en sociologie de la santé, INFTS

Rédacteur en Chef

Dr Idrissa DEMBELE, Maître assistant en droit, USJPB

Rédacteur en Chef Adjoint

Dr Adama Koné, Géographe, CERFDES

Coordonnateur des Rubriques Sciences de la Santé

Dr Abdoul Salam DIARRA, Maître assistant en Santé Publique, CNRST, Bamako, Mali

Directeur de publication

Dr Malick TIMBINE, Maître assistant en Géographie, environnement et santé, ISH

COMITE SCIENTIFIQUE

Pr Balla DIARRA, Géographie, Ecole Nationale d'Administration, Mali

Pr Flatie OUATTARA, philosophie, Université Joseph K. Zerbo, Burkina Faso

Pr Seydou MARIKO, Géographie, Ensup de Bamako, Mali

Pr Cheich Hamala TOURE, Professeur titulaire, Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako (USJPB), Mali

Pr Brema Ely DICKO, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Pr Aboubacar Sidiki COULIBALY, littérature anglaise, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Pr Belco OUOLOGUEM, Philosophie, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Bazoumana DIARRASSOUBA, Géographie, Maître de conférences, CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

Dr Nouhoum TANDINA, Maitre de Conférences CAMES, USJPB

Dr Amadou TRAORE, Maître de conférences CAMES en sociologie, Université de Ségou.

Dr Fodié TANDJIGORA, Sociologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Ibrahima TRAORE, Sciences de l'Education, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Boureima TOURE, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Seydou LOUA, Sciences de l'Education, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Abdoulaye GUINDO, Anthropologie médicale, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Kawélé TOGOLA, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Almamy SYLLA, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Arouna DEMBELE, Géographie, Maître de conférences, USSGB Mali

Dr Amadou BAMBA, Maître de conférences en Économie, USSGB, Mali

Dr Baba COULIBALY, Géographie Maître de Conférences à l'ISH. Mali

Dr Aimé Assué YAO, Géographie, Maître de conférences CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte D'ivoire.

Dr Tuo PEGA, Géographie de la santé, Maître de conférences CAMES, Université Félix Houphouët Boigny.

Dr Papa Fara DIALLO, Maitre de conférences en sciences politiques, Université Gaston Berger de saint Louis, Sénégal

Dr Boubacar dit Dédé TRAORE, Archéologie, Maître de conférences à l'ISH.

Dr N'Gna TRAORE, anthropologie, Maître de conférences à l'ISH.

Dr Issa DIALLO, Maitre de conférences en sociologie de la santé, INFTS.

Dr Souleymane KEITA, Maître de conférences, philosophe, USLHB.

Dr Moctar SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de conférences, sciences de l'éducation, USLHB.

Dr Mory DIALLO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Allaye NIANGALY, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Abdoul SOGODOGO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Oumar Toumaly DIALLO, Maitre de conférences, USJPB

Dr Samba SOGOBA, Maître de Conférences, USJPB

Dr Yamadou CAMARA, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Ahmed SAMAKE, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Mariam SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Fousseyni DOUMBIA, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Sounko SISSOKO, Maitre de Conférences, Université de Ségou

Dr Lamine SANDY, Sociologie, Maitre de recherche, INFTS, Mali

COMITE DE LECTURE

Dr Bazoumana DIARRASSOUBA, Géographie, Maître de conférences, CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

Dr Arouna DEMBELE, Géographie, Maître de conférences, USSGB Mali

Dr Issa DIALLO, Maître de conférences des Universités du CAMES en sociologie de la santé, INFTS

Dr Souleymane KEITA, Maître de conférences, philosophe, USLHB.

Dr Moctar SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de conférences, sciences de l'éducation, USLHB

Dr Tuo PEGA, Géographie de la santé, Maître de conférences CAMES, Université Félix Houphouët Boigny.

Dr Ibrahima TRAORE, Sciences de l'Éducation, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Mory DIALLO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Mariam SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Yacouba TENGUERI, Maître-assistant CAMES Sociologie, Université de Dédougou, Burkina Faso.

Dr Amadou BAMBA, Maitre-assistant CAMES, Maître de conférences en Économie, USSGB, Mali

Dr Yéo LANZENI, Maître-assistant CAMES en Géographie, Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan.

Dr Mesmer Luther GUEUYOU, Centre d'études de droit international de l'université Paris Ouest, Enseignant chercheur à l'université de Nantes.

Dr Solim ALEKA, Docteur en Droit public, Ministère de la Santé du TOGO.

Dr Hamidou NAPARE, Sciences de l'éducation, Chargé de Recherches à l'INFSS.

Dr Bakaye TOGOLA, Anglais, études africaines et postcoloniales, UCAD

Dr Issa TOGOLA, Maître assistant en Géographie, Institut de sciences humaines, Bamako.

Dr Soufiana Souleymane MAIGA, didactique des langues université de touba Arabe.

Dr Drissa TRAORE, Maître assistant CAMES, Université de Daloa, RCI.

Dr Tiecoura Hamed COULIBALY, Université Péléforo Gon Coulibaly de Korhogo.

Dr Siaka DOUMBIA, Maître assistant en Géographie, Université de Ségou.

Dr Francis Birama Daba SARR, philosophe, Université cheikh Anta Diop de Dakar.

Dr Falingué KEITA, Économie, USSGB.

Dr Harouna BAGAYOKO, Géographie, USSGB.

Dr Adama KONÉ, Géographie, Université de gestion et de développement durable de Bamako.

Dr Amadou SOW, Droit, Centre d'Etudes, de Recherche et de Prospective en Afrique – CERPA (Mali).

Dr Ibrahima BAMBA, Droit, Institut de pédagogie universitaire de Bamako (IPU)

Dr Lassine DIARRA, Maître-Assistant USJPB.

Dr Adama KONE, Géologie, Maître-Assistant à la FST

Dr Issa OUATTARA, Maître assistant en Géographie, INFTS de Bamako.

Dr Oumar DEMBELE, Géographie, point SUD.

Dr Oumar KONÉ, philosophie, USLHB.

Dr Abdou Bougoury TRAORE, Économie de l'environnement, USSGB.

Dr Lassina TOGOLA, logisticien, USSGB.

Dr Ousmane DOUMBIA, Marketing communication, USSGB.

Dr Toumani KANTE, sciences agronomiques, IER.

Dr Youssouf GUINDO, Géographie de l'environnement, ENSUP.

Dr YAO Koffi Bertrand, Maître assistant CAMES en Géographie, Université Félix Houphouet Boigny d'Abidjan.

Dr Abdoulaye MAIGA, Économie politique, USSGB.

Dr Abdoul wahab Issiaka MAIGA, Administration Éducative et planification. Université privée Attaoune (UPA), BAMAKO

Dr Ousmane Famagan KONATE, Droit public.

Dr Malick TIMBINE, Géographie, environnement et Santé, Maître-Assistant à l'ISH.

Dr Moussa FOFANA, anthropologie de la santé, Maître-Assistant à L'ISH.

Dr Lala Aïché TRAORE, Lettre Moderne, Maître- Assistant à l'ISH.

Dr Yaya SIDIBE, Économie, Maître Assistant à l'USSGB.

Dr Mamoutou BERTHE, Philosophie à l'ENSup.

Dr Abdoulaye N'Tigui KONARE, économiste, Maître- Assistant à l'USSGB.

Dr Boubacar KONATE, Maître-Assistant à l'INFTS.

Dr Ousmane SY, Maître de recherche, Epidémiologiste, Direction Générale de la Santé et de l'Hygiène Publique, Bamako, Mali.

Dr Abdoul Salam Diarra, Maître assistant en Santé Publique, CNRST, Bamako, Mali.

Dr Idrissa DEMBELE, droit, Maitre-Assistant, USJPB

Dr Bengaly GUINDO, Science politique, Maitre-Assistant USJPB

Dr Sory Ibrahim Maiga, Science politique, Maitre-Assistant USJPB

Dr Mohamed BERTHE, droit Maitre-Assistant, École supérieur de journalisme et des sciences de la communication, Bamako

Dr Seydou MALLET, droit, USJPB

Dr Oumar CAMARA, droit, Maitre-Assistant en droit USJPB

Dr Bakary KONE, Maitre-Assistant à l'Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako.

Dr Lamine Boua COULIBALY, Géographie, Maitre-Assistant à l'Université de Ségou.

Dr Soumaila COULIBALY, Psychologie, Enseignant chercheur à l'université des sciences sociales et de gestion de Bamako.

Dr Seydou Soungalo COULIBALY, Sciences de l'éducation, à l'IPU de Bamako.

Dr Ibrahim Amara DIALLO, Philosophie politique et morale, ULSHB.

Dr Ibrahim KONE, relations internationales, FSAP, Bamako

Dr Moïse Jean, Docteur en droit public à l'Université de Nanterre, Chercheur postdoctoral à l'Université de Genève.

SOMMAIRE

PARTIE 1 : SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Dr. DIANE Sidi Boubacar
LA TURQUIE A L'EPREUVE DU MULTICULTURALISME : LE VECU DES COUPLES AFRO-TURCS DANS LA VILLE D'ISTANBUL 1
Dosselimingnon Benoit SORO, Mathieu Jonasse AFFRO, Nambégué SORO
IMPACT DES SYSTEMES D'ELEVAGE SUR LA TRANSFORMATION DES PAYSAGES DANS LA REGION DE GBÊKÊ (CENTRE DE LA CÔTE D'IVOIRE) 20
NKONGOLO KAAJILA Dieudonné
PARTICIPATION DES ORGANISATIONS PAYSANNES A L'EMERGENCE DU SECTEUR AGRICOLE EST-KASAÏN : QUELS MECANISMES POUR SON EFFECTIVITE ?..... 42
KARIDIOULA Logbon, COULIBALY Moussa, KOFFI Brou Emile
ACCESSIBILITE EN EAU ET VULNERABILITES DES POPULATIONS RURALES DANS LE DEPARTEMENT DE DABAKALA (CENTRE NORD DE LA COTE D'IVOIRE) 68
DOVI Komi François, LODONOU Kossi
CONTRIBUTION DES ENSEIGNEMENTS DE LANGUE A L'EDUCATION A LA CITOYENNETE : L'ENSEIGNEMENT DE L'ANGLAIS AU PREMIER CYCLE DU SECONDAIRE AU TOGO 85
KANATE Mohamed, DIOMANDE Yaké Raymond, KONE Issiaka
L'ECOLE DANS LES ZONES INDUSTRIALO-PORTUAIRES ET COMMERCIALES A ABIDJAN 108
Arounan OUÉDRAOGO
LA MÉDECINE GÉNOMIQUE À L'ÉPREUVE DE LA RÉFLEXION PHILOSOPHIQUE : VERS UNE RÉVOLUTION CONCEPTUELLE DE LA SANTÉ 126
Dr KOUAME BI GOORE Roland
PARENTIFICATION DES AINES ET MALTRAITANCE INTRAFRATERNELLE DANS LES FAMILLES MONOPARENTALES MATRICENTRIQUES : CAS DU DISTRICT D'ABIDJAN 139
Harouna KONATE, Koiworo COULIBALY
PROBLEMATIQUE DE GESTION DES DECHETS SOLIDES EN COMMUNE V DU DISTRICT DE BAMAKO (MALI)..... 155
Safiatou DIALLO
EXCISION EN GUINEE : QUAND LES TRADITIONS CULTURELLES FREINENT L'ABOLITION 171
Issa NIAMBA, Siaka OUATTARA
CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES ET PROFESSIONNELLES DES IMMIGRANTES SERVEUSES DANS LES DEBITS DE BOISSONS A OUAGADOUGOU..... 185
Chéhibou COULIBALY
FONCTIONS SOCIOCULTURELLES DU *KANCIINRI* CHEZ LES SENOUFOS 201
Dr Oumar DEMBELE, Dr Adama KONE, Dr Lamine Boua COULIBALY, Mounérou DJIRE
INONDATIONS DANS LES QUARTIERS PERIURBAINS DE BAMAKO : STRATEGIES D'ADAPTATIONS DES POPULATIONS RIVERAINES DE KALABANCORO..... 220
Bréhima Chaka TRAORE, Oumarou AROU
PRISE EN CHARGE DU PALUDISME CHEZ LES FEMMES ENCEINTES ET LES ENFANTS DE MOINS DE CINQ ANS : CONTRASTES DES OFFRES MEDICALES A YIRIMADIO (BAMAKO) 246
Mahamadou CISSE, Tenemaka SANOGO, Bakary DAGNO, Ibrahima DEMBELE
PRATIQUE DES ACTIVITES DE MARAICHAGE DANS LA VILLE DE SEGOU 262
Dr. Zakaria Coulibaly
PATRIOTISME DANS LES ECOLES AMERICAINES : UN FACTEUR DE GRANDEUR DE L'HOMME AMERICAIN ET DE DEVELOPPEMENT DE L'AMERIQUE 279
CISSE Abdoulaye
LA CRISE SOCIO SECURITAIRE ET L'EDUCATION DANS LE NORD ET LE CENTRE DU MALI..... 291
Aminata B SANGARE

INSTRUMENT DE MUSIQUE TRADITIONNELLE EN VOIE DE DISPARITION : CAS DU FLENKOLO BALANI, COMMUNE DE KASSARO, REGION DE KITA 307
M. Mahamadou SOGOBA, Dr Lassina BERTHE, Pr Samba DIOP
DEPENSES SANITAIRES EFFECTUEES PAR LES USAGERS DANS L'AIRE DE SANTE DU CSREF DE KALABANCORO 324
MFUEBO PHILLIPE MABETO KIBENI
ETUDE ET DIMENSIONNEMENT D'UNE MINI CENTRALE SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE : CAS DU COMPLEXE HOSPITALIER DE LUOZI 338
Ali TIMBINE, Yacouba LOUGUE, Malick TIMBINE
LA GEOGRAPHIE DES MASQUES AU PAYS DOGON ET LEUR ROLE DANS LE VIVRE ENSEMBLE AU MALI 366
Drissa KONE, Adama KONE
ANALYSE SOCIO CULTURELLE DES MONUMENTS DU DISTRICT DE BAMAKO 382
Dr. Bassy KANOUTE
TEST STATISTIQUE DE LIAISON ENTRE LA PAUVRETE ET LA SANTE DE L'ENFANT AU MALI 402
Lassina BERTHE, Dr Malick TIMBINE, Daouda KASSOGUE
PERCEPTION DES POPULATIONS ET INTERACTION DES ACTEURS DANS LA PRISE EN CHARGE SANITAIRE : CAS DU CSCOM DE SOGONIKO EN COMMUNE VI DU DISTRICT DE BAMAKO 420
M. Mahamadou SOGOBA, Dr Lassina BERTHE, Pr Samba DIOP
FONCTIONNEMENT DES CENTRES DE SANTE : CAS DU CSREF DE KALABANKORO 436

PARTIE 2: SCIENCES JURIDIQUES ET POLITIQUES

Dr Tiécoro DIARRA
L'EXPRESSION DU POUVOIR REGLEMENTAIRE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES 455
KOAMA Hamidou
L'ANIMATION DU CONTRÔLE PARLEMENTAIRE DE FINANCES PUBLIQUES AU MALI 488

TABLE OF CONTENT

PART 1 : HUMANITIES AND SOCIAL SCIENCES

Dr. DIANE Sidi Boubacar
TURKEY FACING THE CHALLENGE OF MULTICULTURALISM: THE EXPERIENCE OF AFRO-TURKISH COUPLES IN THE CITY OF ISTANBUL 1
Dosselimingnon Benoit SORO, Mathieu Jonasse AFFRO, Nambégué SORO
IMPACT OF LIVESTOCK SYSTEMS ON LANDSCAPE TRANSFORMATION IN THE GBÊKÊ REGION (CENTRAL CÔTE D'IVOIRE) 20
NKONGOLO KAAJILA Dieudonné
PARTICIPATION OF FARMERS' ORGANISATIONS IN THE EMERGENCE OF THE AGRICULTURAL SECTOR IN EAST KASAÏN: WHAT MECHANISMS ARE NEEDED TO ENSURE ITS EFFECTIVENESS? 42
KARIDIOULA Logbon, COULIBALY Moussa, KOFFI Brou Emile
ACCESS TO WATER AND VULNERABILITIES OF RURAL POPULATIONS IN THE DEPARTMENT OF DABAKALA (NORTH CENTRAL CÔTE D'IVOIRE) 68
DOVI Komi François, LODONOU Kossi
CONTRIBUTION OF LANGUAGE TEACHING TO CITIZENSHIP EDUCATION: TEACHING ENGLISH IN JUNIOR SECONDARY SCHOOL IN TOGO 85
KANATE Mohamed, DIOMANDE Yaké Raymond, KONE Issiaka
SCHOOLS IN THE INDUSTRIAL, PORT AND COMMERCIAL AREAS OF ABIDJAN 108
Arounan OUÉDRAOGO
GENOMIC MEDICINE PUT TO THE TEST OF PHILOSOPHICAL REFLECTION: TOWARDS A CONCEPTUAL REVOLUTION IN HEALTHCARE 126
Dr KOUAME BI GOORE Roland
PARENTIFICATION OF ELDERLY PEOPLE AND INTRA-FRATERNAL ABUSE IN MATRICENTRIC SINGLE-PARENT FAMILIES: THE CASE OF THE ABIDJAN

DISTRICT 139
Harouna KONATE, Koiworo COULIBALY
SOLID WASTE MANAGEMENT ISSUES IN COMMUNE V OF THE DISTRICT OF BAMAKO (MALI) 155
Safiatou DIALLO
FEMALE GENITAL MUTILATION IN GUINEA: WHEN CULTURAL TRADITIONS HINDER ABOLITION 171
Issa NIAMBA, Siaka OUATTARA
SOCIO-DEMOGRAPHIC AND PROFESSIONAL CHARACTERISTICS OF IMMIGRANT WAITRESSES IN DRINKING ESTABLISHMENTS IN OUAGADOUGOU 185
Chéhibou COULIBALY
SOCIOCULTURAL FUNCTIONS OF THE KANCIINRI AMONG THE SENOUFOS 201
Dr Oumar DEMBELE, Dr Adama KONE, Dr Lamine Boua COULIBALY, Mounérou DJIRE
FLOODING IN THE PERI-URBAN NEIGHBOURHOODS OF BAMAKO: ADAPTATION STRATEGIES OF THE REVERSIDE POPULATIONS IN KALABANCORO 220
Bréhima Chaka TRAORE, Oumarou AROU
TREATMENT OF MALARIA IN PREGNANT WOMEN AND CHILDREN UNDER FIVE YEARS OF AGE: CONTRASTS IN MEDICAL SERVICES IN YIRIMADIO (BAMAKO) 246
Mahamadou CISSE, Tenemaka SANOGO, Bakary DAGNO, Ibrahima DEMBELE
PRACTISING MARKET GARDENING IN THE CITY OF SEGOU 262
Dr. Zakaria Coulibaly
PATRIOTISM IN AMERICAN SCHOOLS: A FACTOR IN THE GREATNESS OF THE AMERICAN PEOPLE AND THE DEVELOPMENT OF AMERICA 279
CISSE Abdoulaye
THE SOCIO-SECURITY CRISIS AND EDUCATION IN NORTHERN AND CENTRAL MALI 291
Aminata B SANGARE
TRADITIONAL MUSICAL INSTRUMENT IN DANGER OF DISAPPEARING: THE CASE OF THE FLENKOLO BALANI IN THE COMMUNE OF KASSARO, KITA REGION 307
M. Mahamadou SOGOBA, Dr Lassina BERTHE, Pr Samba DIOP
HEALTH EXPENDITURE BY USERS IN THE CSREF OF KALABANCORO 324
MFUEBO PHILLIPE MABETO KIBENI
STUDY AND DESIGN OF A MINI PHOTOVOLTAIC SOLAR POWER PLANT: THE CASE OF THE LUOZI HOSPITAL COMPLEX 338
Ali TIMBINE, Yacouba LOUGUE, Malick TIMBINE
THE GEOGRAPHY OF MASKS IN THE DOGON COUNTRY AND THEIR ROLE IN COMMUNITY LIFE IN MALI 366
Drissa KONE, Adama KONE
SOCIO-CULTURAL ANALYSIS OF MONUMENTS IN THE DISTRICT OF BAMAKO 382
Dr. Bassy KANOUTE
STATISTICAL TEST OF THE LINK BETWEEN POVERTY AND CHILD HEALTH IN MALI 402
Lassina BERTHE, Dr Malick TIMBINE, Daouda KASSOGUE
PERCEPTIONS OF THE POPULATION AND STAKEHOLDER INTERACTION IN HEALTHCARE DELIVERY: A CASE STUDY OF THE SOGONIKO COMMUNITY HEALTH CENTER, COMMUNE VI OF THE BAMAKO DISTRICT 420
M. Mahamadou SOGOBA, Dr Lassina BERTHE, Pr Samba DIOP
HEALTH CENTER OPERATIONS: THE CASE OF THE KALABANKORO REFERENCE HEALTH CENTER 436

PART 2: LEGAL AND POLITICAL SCIENCES

Dr Tiécoro DIARRA
THE EXPRESSION OF LOCAL GOVERNMENT REGULATORY POWERS 455
KOAMA Hamidou
ENHANCING PARLIAMENTARY OVERSIGHT OF PUBLIC FINANCES IN MALI 488

SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

PROBLEMATIQUE DE GESTION DES DECHETS SOLIDES EN COMMUNE V DU DISTRICT DE BAMAKO (MALI)

SOLID WASTE MANAGEMENT ISSUES IN COMMUNE V OF THE DISTRICT OF BAMAKO (MALI)

Harouna KONATE
Enseignant-Chercheur, Académie Malienne des Langues, Mali
Email : harounakonate091@gmail.com
Koiworo COULIBALY
Enseignant-Chercheur, Académie Malienne des Langues, Mali
Email: coulibalykouaworo@gmail.com

RESUME

Avec la croissance galopante de sa population, Bamako produit une quantité importante de déchets solides : environ 456212 tonnes par an et la commune V produit environ : 212236 tonnes par an (source : mairie de la commune V). La gestion de ces déchets constitue un réel problème pour les autorités administratives et municipales. L'insuffisance des infrastructures d'assainissements appuyés par un manque de ressources financières est à l'origine de la gestion difficile des déchets solides à Bamako plus particulièrement en commune V. L'objectif Principal de Notre étude vise à mieux comprendre le mécanisme de gestion des déchets solides en commune V. Pour mener à bien ce travail, nous avons adressés un questionnaire à 80 (quatre-vingt) personnes, des guides d'entretien et des interviews au personnel des services techniques. La recherche documentaire nous a permis de consulter certains ouvrages qui abordent la gestion des déchets. Nous avons procédé à des prises de photos Dans le souci de mieux assumer ses compétences transférées par le décret N° 2014-0572/P-RM du 22juillet 2014, la mairie du district a signé une convention de gestion déléguée des services de propreté de la ville de Bamako avec la société Ozone-Mali le 25 septembre 2014. Deux ans après la signature du contrat avec Ozone-Mali, notre travail a permis de recueillir les avis d'experts sur les principales questions. Les réponses données en général, font état de difficultés de mise en œuvre de la convention signée entre Ozone-Mali et la mairie du district de Bamako.

Mots clés : Problématiques, déchets solides, Commune V, Bamako, Ozone-Mali.

Abstract

With the galloping growth of its population, Bamako produces a significant amount of solid waste: approximately 456,212 tons per year and commune V produces approximately: 212,236 tons per year (source: town hall of commune V). The management of this waste is a real problem for administrative and municipal authorities. The inadequacy of sanitation infrastructure

supported by a lack of financial resources is at the origin of the difficult management of solid waste in Bamako, particularly in commune V. The main objective of our study aims to better understand the mechanism of solid waste management in commune V. To carry out this work, we sent a questionnaire to 80 (eighty) people, interview guides and interviews to technical service staff. The documentary research allowed us to consult certain works that address waste management. We took pictures in order to better assume its skills transferred by Decree No. 2014-0572 / P-RM of July 22, 2014, the district town hall signed a delegated management agreement for the cleaning services of the city of Bamako with the company Ozone-Mali on September 25, 2014. Two years after signing the contract with Ozone-Mali, our work allowed us to gather expert opinions on the main questions. The answers given in general, report difficulties in implementing the agreement signed between Ozone-Mali and the Bamako district town hall.

Keywords : Issues, solid waste, Commune V, Bamako, Ozone-Mali.

Introduction

Dans toutes les villes du tiers monde, l'évacuation des déchets est un problème majeur et à la limite un défi aux municipalités. La croissance galopante des villes et les difficultés financières ne sont pas de nature à favoriser la mise en place de stratégies efficaces de leur gestion.

L'urbanisation et le problème des déchets ont longtemps été de vieilles questions et en même temps des sources de préoccupation des sociétés industrialisées d'Europe et d'Amérique du Nord. Les descriptions les plus mauvaises ont été faites des villes d'Europe Occidentale de la seconde moitié du 19^{e} siècle. Les problèmes sanitaires liés à la situation ont obligé beaucoup de pays à chercher des solutions, parfois très onéreuses, à la question des déchets urbains. Faut-il rappeler les épisodes de choléra qui ont durement touché certains pays d'Europe à l'époque. Ainsi, plusieurs méthodes, non sans risques, ont été expérimentées. Mais ce sont les difficultés liées au traitement des ordures qui ont incité les spécialistes à explorer la valeur économique qu'elles contiennent. Ces difficultés sont alors à l'origine de l'institution du tri à la source de la production, du recyclage et du compostage des déchets.

Dans les pays en développement, compte tenu de leur nature, presque tous putrescibles et de la « ruralité » des villes, les déchets n'ont pas fait l'objet de préoccupation et donc d'attention particulière et cela en dépit de l'ancienneté du fait urbain dans certaines contrées. En effet, ils étaient intégrés aux activités agricoles et constituaient de bons fertilisants. La modification de leur nature sous l'effet de la mondialisation des produits consommés (déchets de plus en plus

inorganiques), la croissance des villes sous le coup de l'explosion démographique, la recomposition des principales activités économiques urbaines en faveur du secteur tertiaire et les difficultés financières des gouvernements à faire face au problème des déchets ont conduit beaucoup de responsables urbains à se pencher sur la question des ordures.

Les villes des pays africains sont de plus en plus, sous l'emprise des déchets ménagers produits par leurs populations, et Bangui (cf. carte 1) capitale de la République Centrafricaine, n'est pas épargnée par cette réalité. L'amoindrissement des moyens alloués à leur gestion, et l'insuffisance de mécanismes efficaces de leur élimination, dégradent progressivement l'image de ces villes, par l'accumulation d'énormes quantités de déchets qui constituent jusque-là, une source de pollution (Bangoura, 2017, p.10). La gestion des déchets ménagers est un problème crucial auquel le monde est confronté dans le cadre de la protection de l'environnement (Bangoura, 2017 p.52). Ceci est dû au caractère nuisant (pollution) des déchets, en dépit de son caractère utilitaire (composte).

Les déchets peuvent générer de multiples incidences environnementales négatives sur le sol, l'eau, l'aire ainsi que sur les hommes en termes de maladies. Les problèmes que posent les déchets font que, les hommes cherchent à les faire disparaitre en élaborant des textes et des lois qui deviennent parfois des contraintes dans leur mise en application, mais aussi à cause de leur coût élevé (Bertolini, 2008).

Dans les pays d'Afrique subsaharienne, la population urbaine croit très rapidement (population urbaine multiplier par 15 depuis les années 1950). Cette croissance urbaine est accompagnée par une urbanisation rapide (autour de 10% vers 1950, 40% en 2009) (INSTAT, 2012, p. 10). Le taux d'accroissement démographique de la ville de Bamako s'élève à 5,4 % (Rapport, Mairie du District, 2012). Cette croissance démographique de Bamako s'est accompagnée par une forte production des déchets et une dégradation continue de l'environnement. Pour y faire face, deux décennies après la Conférence des Nations unies à Stockholm en 1972, le Mali a renforcé sa politique de protection de l'environnement et de gestion des ressources naturelles avec l'adoption d'une série de textes réglementaires et la mise en place des institutions spécialisées en matière de protection de l'environnement. Le gouvernement a décidé de mettre en place en 1997 le Ministère de l'environnement et la Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances (DNACPN) en 1998. Ces actions prouvent que les responsables politiques et la population sont conscients de l'importance du problème lié à la gestion de l'environnement. Cependant, dans le district de Bamako, malgré toutes les mesures

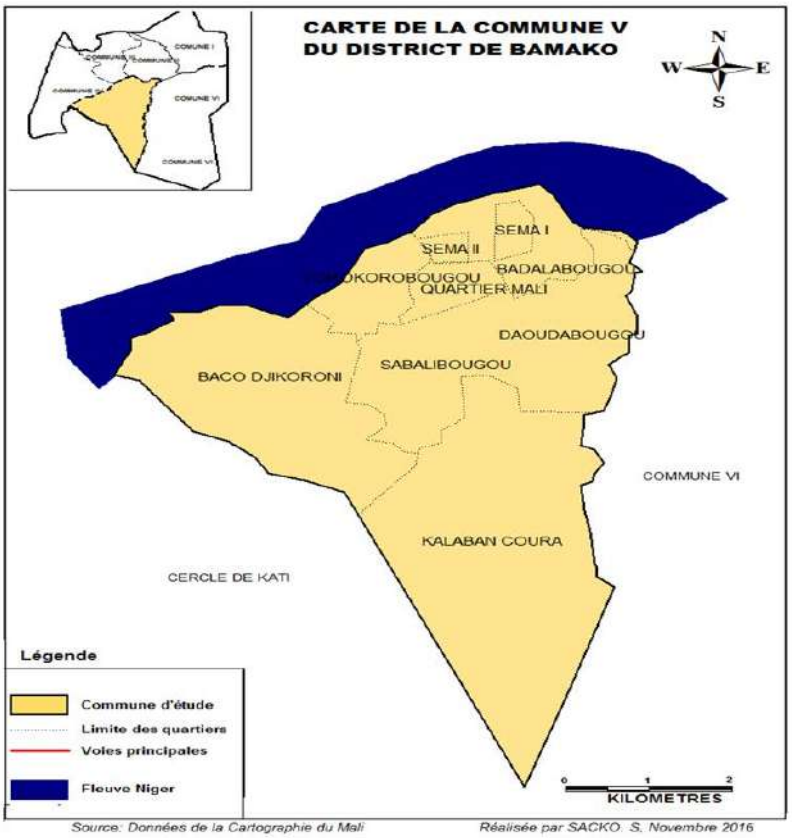
et actions menées par les autorités municipales, la gestion de l'environnement devient de plus en plus préoccupante avec la croissance démographique rapide. Cette gestion se traduit par l'insuffisance des dépôts de transit des déchets solides ; la faible capacité des ONG dans la collecte des déchets solides ; l'insuffisance de collecteurs de drainage des eaux usées, etc

Le manque d'assainissement constitue un facteur de risque important pour la santé de la population, il affecte en priorité les populations pauvres marginales et vulnérables dont plus de la moitié souffre en permanence de maladies liées au déficit d'accès à un assainissement adéquat. Les familles non affiliées à l'Ozone Mali ou au secteur informel jettent leurs ordures dans les espaces libres, dans les collecteurs, dans les caniveaux entrainant l'obstruction des collecteurs, des caniveaux, des voies publiques provoquant l'inondation et la dégradation de l'environnement.

Cet article s'intitule : ***« Problématique de gestion des déchets solides en commune V du district de Bamako (Mali) »***. L'objectif principal vise à analyser la problématique de gestion des déchets solides en commune V du district de Bamako (Mali).

1.Matériels et méthodes

1.1. Présentation de la zone d'étude :



La commune V se situe sur la rive droite du fleuve Niger. Elle couvre une superficie de 41 Km² avec une population de 413266 habitants en 2009, soit une densité de 10079 habitants au Km². Carte N°1 : Commune V du district de Bamako

Elle est limitée : au Nord par le fleuve Niger ; au Sud par la zone aéroportuaire et la commune de Kalabancoro (Sud-Ouest), à l'Est par la commune VI et le fleuve Niger ; à l'Ouest par la commune de Kalabancoro. Elle compte 9 quartiers qui sont : Baco-Djicoroni, Badalabougou, Badalabougou Sema I, Badalabougou Sema II, Daoudabougou, Kalaban-Coura, Quartier-Mali, Sabalibougou, Torokorobougou. L'hydrographie se distingue par la proximité du fleuve Niger et la présence des marigots. La limite Nord et une partie de la limite Est sont occupées par le Niger qui longe les quartiers de Badalabougou, Baco-Djicoroni et Torokorobougou. Le marigot de l'Est sert de limite naturelle entre la commune V et la commune VI et le marigot de l'intérieur sert de limite naturelle entre Sabalibougou et Baco-Djicoroni. Ces deux marigots se jettent dans le fleuve Niger. Le régime hydrographique est majoritairement déterminé par les eaux de pluies. Le fleuve Niger est sans doute l'un des principaux facteurs de développement de Bamako singulièrement de la commune V, il permet la pêche, l'extraction du sable, le maraîchage**.** Selon les résultats du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) de 2009, la population totale de la commune V est estimée à 413 266 habitants dont 206 749 hommes, et 206 517 femmes. Cette population a augmenté en 2022, et s'élève à 624 845 habitants, dont 306 939 hommes et 317 906 femmes, (exploitation des données du RGPH5 2022) largement dominée par les jeunes de moins de 30 ans. Les activités économiques de la commune sont dominées par le maraichage, l'élevage, l'artisanat, le transport, le commerce, etc. La plupart des unités industrielles en commune V sont des industries alimentaires (fabrique de glaces, boulangeries, pâtisseries…). Ces entreprises industrielles permettent de réduire le chômage au niveau de la commune car elle emploie de nombreuses personnes.

1.2. Méthodologie de recherche

Dans le cadre de cette recherche, nous avons fait l'observation sur le terrain, la recherche documentaire et l'enquête sur terrain. Pendant la phase de l'observation, nous avons visité plusieurs dépotoirs des déchets solides dans la commune V. au cours de nos visites, nous avons pris des photos pour mieux illustrer cet article. La recherche documentaire a été réalisée à la bibliothèque de l'ENSUP et dans les services techniques (OZONE, DSUVA, Mairie de la commune V). Les documents consultés sont composés des ouvrages spécifiques, des mémoires de maitrise, des articles, qui abordent la gestion des déchets. L'enquête sur terrain a permis de

collecter les données quantitatives auprès de 80 ménages choisis de façon aléatoire. L'outil de collecte des données a été le questionnaire préalablement établi. Les données collectées ont été traitées à partir du Logiciel Excel qui a permis d'établir des tableaux et des graphiques.

2.Résultats

2.1. Typologie et lieux de provenance des déchets produits

2.1.1. Typologie des déchets produits

Les déchets produits par les populations de la commune V sont multiples et variés. Ils sont composés de déchets liquides, solides et chimiques (Tableau 1).

Tableau 1 : répartition de la population selon le type de déchets produits.

Types de déchets Profession	Liquides	Solides	Solides et liquides	Solides liquides et chimiques	Total
Fonctionnaire	1	15	10	0	26
Ménagère	0	2	9	0	11
Commerçant	0	8	5	0	13
Etudiant	1	6	4	2	13
Chauffeur	0	1	7	0	8
Ouvrier	0	3	4	0	7
Retraite	0	1	1	0	2
Total	2	36	40	2	80

Source : Enquête personnelle, Juillet, 2017

A la lecture de ce tableau, 40 enquêtés affirment produire des déchets de types solides et liquides, 36 produisent des déchets solides ; et enfin 2 enquêtés produisent des déchets de type liquides et des déchets de types solides liquides et chimiques.

2.1.2. Provenance des déchets ménagers

La plupart des déchets produits proviennent de marchés quotidiens et des ménages en commune V (Tableau 2).

Tableau 2 : répartition de la population d'études par provenance des déchets ménagers.

Lieu de provenance des déchets / Profession	Marché	Marché et nous-mêmes	Nous-mêmes	Total
Fonctionnaire	9	9	8	26
Ménagère	0	8	3	11
Commerçant	3	7	3	13
Etudiant	4	7	2	13
Chauffeur	0	6	2	8
Ouvrier	2	5	0	7
Retraite	0	1	1	2
Total	18	43	19	80

Source : Enquête personnelle, Juillet, 2017

Dans ce tableau 2 nous constatons que (43) enquêtés affirment que leurs déchets ménagers proviennent du marché et de leurs propres maisons, (19) enquêtés disent que leurs déchets ménagers proviennent de leurs propres maisons et (18) enquêtés disent que leurs déchets ménagers proviennent du marché.

2.2. Typologie de pré-collecte et abonnement des ménages

2.2.1. Typologie de pré-collecte

Les stratégies de stockage des déchets solides varient d'un ménage à un autre. La grande partie des ménages disposent à la fois de poubelles, de vieux seaux, des paniers et sacs (Tableau 3).

Tableau 3 : Typologies de pré collecte des déchets solides

Récipients utilisés / Professions	Poubelle avec couvercle	Poubelle sans couvercle	Vieux seaux, paniers, sacs	Total
Fonctionnaire	10	11	5	26
Ménagère	0	2	9	11
Commerçant	2	5	6	13
Etudiant	0	2	11	13
Chauffeur	1	5	2	8
Ouvrier	0	2	5	7
Retraite	1	1	0	2
Total	14	28	38	80

Source : Enquête personnelle, Juillet, 2017

Sur un échantillon de 80 personnes nous avons (38) qui affirment faire leur pré collecte dans les vieux seaux, paniers, sacs, (28) font leur pré collecte dans une poubelle sans couvercle et (14) font leur pré collecte dans une poubelle avec couvercle.

Photo1 et 2 : Types de poubelles

Photo1 Poubelles en sacs et en baril



Source : cliché personnel 7/09/ 2024 ; 08h 27 mn

Photo 2 : Poubelles en vieille valise et sceaux



Source : cliché personnel 7/09 /2024. 9 h24mn

La photo 1 nous montre une poubelle en baril et des sacs en plastique remplis de déchets solides

2.2.2. Typologie d'abonnement des ménages

Le tableau ci-dessous représente la pré collecte au niveau des enquêtés. Le tableau ci-dessous présente le type d'abonnement.

Tableau 4 : Typologie d'abonnement pour la collecte des déchets ménagers.

Type de déchets / Type d'activités	Autres	GIE	Ozone-Mali	Total
Fonctionnaire	1	25	0	26
Ménagère	1	10	0	11
Commerçant	2	11	0	13
Etudiant	2	9	2	13
Chauffeur	3	5	0	8
Ouvrier	1	6	0	7
Retraite	1	1	0	2
Total	11	67	2	80

Source : Enquête personnelle, Juillet, 2017

A la lecture du tableau 4 nous avons (67) enquêtés qui sont abonnés à un GIE et (11) enquêtés sont abonnés pour un autre type de collecteur et enfin (2) étudiants affirment être abonnés à l'Ozone- Mali. Le tableau 5 ci-dessous indique le prix d'abonnement.

Tableau 5 : répartition de la population d'études par le montant payé au type d'abonnement.

Type de déchets / **Type d'activités**	**Aucun coût**	**1500F CFA**	**2000F CFA**	**3000F**	**Total**
Fonctionnaire	1	3	16	6	26
Ménagère	1	0	10	0	11
Commerçant	2	1	8	2	13
Etudiant	2	2	7	2	13
Chauffeur	3	2	2	1	8
Ouvrier	1	1	5	0	7
Retraite	1	1	0	0	2
Total	11	10	48	11	80

Source : Enquête personnelle, Juillet, 2017

A la lecture de ce tableau 5 les réponses données à la question du montant payé à leur collecteur (GIE, Autres, Ozone-Mali), nous avons (48) enquêtés qui payent un montant de 2000F, (11) qui payent 3000F, ensuite un autre (11) affirment qu'ils ne payent rien (soit ils brûlent, soit ils jettent dans la nature etc.) et enfin (10) payent 1500F.

Selon un rapport de diagnostique, tiré du plan triénnal d'eau et d'assainissement la commune V du district de Bamako(juillet 2010,p19) environ 90% des concessions sont équipées de poubelles dont seulement 36% sont en bon état.

Le taux d'abonnés au service des GIE est d'environ 60% et les poubelles couvertes pour le conditionnement des ordures sont utilisées par moins de 10% des ménages. Les matériels utilisés pour les GIE de ramassages d'ordures sont constitués de charettes à 58% de mini tracteurs à 4% de camions à 5% de pousse- pousse à 33%.

Sur l'ensemble de ces matériels 7% sont en bon état et 68% en état passable toutes catégories de matériels. Les charrettes deviennent de plus en plus inefficaces avec.l'augmentation constante des ordures. Quant aux tracteurs utilisés pour la pré collecte ils sont en quantité insuffisante et régulièrement en panne. Ce sont des engins amortis et recuperés par les GIE à des prix qui leurs sont accessibles.

Quant à la collecte elle est l'élément clé qui assurera le succès ou la faillite de toute stratégie de gestion des déchets. Tous les déchets se doivent d'être évacués quotidiennement vers les décharges sinon les centres de transit se tranforment rapidement en dépôts anarchiques

Photo 1 :transport d'ordures par charrette



Source :Cliché personnel 24 / 09 / 2024 à 12h17mn

2.3.Dépôts de transit et decharge anarchique de la commune V

La commune V dispose d'un dépôt de transit aménagé à Baco-Djicoroni et plusieurs dépôts anarchiques comme ceux de la colline de Badalabougou et de Sabalibougou (photo 3, et 4).



Photo 3: *dépôt de transit de Baco-Djicoroni*



Photo 4: décharge anarchique de Badalabougou

Source : cliché personnel 04/11/2016 à11H09 mn *Source : cliché personnel 29/10/2016 à 09H40 mn*

Sur la photo 3, on observe le dépôt de transit de Baco-Djicoroni. Dans ce dépôt, on voit dans la cour du dépôt de transit, deux caissons devant contenir des déchets solides traînent. Par contre, la photo 4 indique la décharge de Badalabougou non loin des facultés. Sur cette décharge, nous remarquons la présence d'un trou (au milieu) aux alentours jonchés d'objets de toutes sortes qui cohabitent désespérément avec de belles constructions. Il existe également un dépotoir anarchique de déchets solides dans le quartier de Sabalibougou. Ce dépotoir se situe à 140m non loin de la route de l'aéroport (Photo5).

Photo 5 : dépôt anarchique de Sabalibougou



Source : cliché personnel du 7 Septembre 2024 à 08 H 16 mn.

la photo 5 nous montre un dépôt anarchique d'ordures dans le lit de la rivière qui separe Sabalibougou de Baco-Djicoroni. Les populations non affiliés à un GIE ou un service d'assainissement jettent leurs ordures dans le lit de la rivière, obstruant celle-ci en provoquant des inondations .

2.4. Difficultés actuelles des GIE

Dans la covention signée entre la mairie du district et l'entreprise Ozone-Mali. C'est l'entreprise Ozone-Mali qui s'occupe de la proprété de la ville de Bamako et le personnel des GIE était priorisé dans le récrutement du personnel d'Ozone-Mali selon les modalités. Donc officiellement les GIE ont été absorbés par l'Ozone-Mali. Selon nos enquêtes, la mairie de la commune V a arrêté de travailler avec les GIE. Sur le terrain les GIE individuels qui travaillent sont à leur propre compte et ne bénéficie rien de la mairie. Les GIE individuels souffrent du

manque ou la vetusté de l'équipement disponible. Ils ont la difficulté de se faire payer pour leur service rendu. Ils souffrent du manque ou l'absence de dépôt de transit.

Tableau 6 : répartition de la population d'études par niveau de satisfaction

Type de déchets / Type d'activités	Pas du tout satisfait	Peu satisfait	Satisfait	Total
Fonctionnaire	5	3	18	26
Ménagère	3	2	6	11
Commerçant	3	1	9	13
Etudiant	7	1	5	13
Chauffeur	1	3	4	8
Ouvrier	2	1	4	7
Retraite	1	0	1	2
Total	22	11	47	80

Source : Enquête personnelle, Juillet, 2017

A la lecture de ce tableau, nous constatons que 47 sont satisfait ; 11 sont peu satisfait (dû au fait que la fréquence de collecte n'est pas respectée) et 22 ne sont pas du tout satisfait (dû au coût élevé et le non-respect de la fréquence).

2.5. Difficultés liées à la gestion des déchets biomédicaux en commune V

La gestion annuelle de déchets biomédicaux dans la commune V est très importante avec la multiplication des structures sanitaires. La gestion constatée de ces déchets est encore problématique. Malgré les efforts notables réalisés ces dernières années avec l'incinération de grande quantité de déchets triés reste, la proportion de déchets non triés reste importante. Ces derniers se retrouvent ensuite dans le même circuit que les autres déchets solides dans les dépôts de transit ou anarchique. A ces problèmes s'ajoutent l'insuffisance de système de polarisation des déchets et la mauvaise gestion des déchets biomédicaux de tous les centres de santé.

La dissémination des ordures et déchets dangereux dans la nature ménace l'environnement en général et la qualité des sols et des ressources en eau en particulier. Les familles non affiliées à l'Ozone-Mali ou au secteur informel jettent leurs ordures dans les espaces libres, dans les

rivières, dans les collecteurs, dans les caniveaux, dans les maisons non achevées entraînant l'obstruction des caniveaux, des collecteurs, des voies publiques provoquant l'inondation et la dégradation de l'environnement.

3. Discussion

Cette étude a permis d'analyser les stratégies de gestion des déchets solides par ménages, les structures publiques et privées. Par rapport aux déchets solides, les résultats ont révélé une faible affiliation des ménages à un Groupement d'Intérêt Economique (GIE) et l'incapacité l'intervention de l'Ozone Mali, qui avait un contrat de 8 ans à partir de 2014.

La Convention de la gestion des services de propreté de la ville de Bamako septembre 2014, traite les dispositions générales dans laquelle le délégant (mairie du district) confie au délégataire (Ozone-Mali) qui l'accepte la gestion déléguée des services de propreté de la ville de Bamako. Ce service comprend la collecte et l'évacuation des déchets ménagers et assimilés et le nettoiement des voies et places publiques. Il traite la durée du contrat, le personnel et les matériels de travail.

Le contrat de (Ozone-Mali) n'a pas été renouvelé.

Les résultats de nos enquêtes se rapprochent d'autres travaux qui ont été réalisés autour de la gestion des déchets produits dans les villes africaines, en général, et celle de Bamako, en particulier.

Selon Guindo A et Draba A. (2014), procèdent à la classification des ordures ménagères selon leur nature. Ensuite, ils abordent la problématique de la pré-collecte de la collecte technique, de la collecte sélective. Ils traitent aussi les différentes sortes de pollution (environnementales, les nuisances). Ces auteurs abordent enfin dans leur mémoire le système de recyclage des déchets.

Koné K (2013), dans « La gestion des déchets solides dans la commune de Kalanban-Coro / Mali », nous parle des types de déchets, les acteurs de la filière. Ce mémoire, nous a également permis de mieux cerner notre sujet de recherche.

Gendreau et al (1996), mènent leur réflexion au-delà de l'explosion démographique. Pour eux, la pression démographique, la migration et le développement économique en général sont des modalités importantes d'action de l'homme sur l'environnement. Selon une étude réalisée par McMichael (2000), la mauvaise gestion des ordures et des eaux usées représente des dangers environnementaux. Dans le quartier d'Adjamé (Côte d'Ivoire), du fait de l'insuffisance de l'allongement des distances physiques entre les lieux de production des déchets et les dépotoirs formels, les populations exploitent les espaces inoccupés de proximité (Kouassi, 2013). Cette

situation se traduit par la prolifération des dépotoirs sauvages ou informels et insalubres de part et d'autre du quartier.

Dans la ville de Bamako la gestion des déchets ont fait l'objet de plusieurs travaux. Les résultats de ces travaux ont révélé que Bamako souffre à la fois de l'insuffisance de dispositif de collecte et stockage des déchets solides. D'après le rapport de la Mairie du District de Bamako (2010)**,** **l**es besoins à couvrir demeurent considérables en termes de gestion des déchets de plus en plus importants. La pré-collecte des déchets est assurée en grande partie par les GIE qui souffrent également de la faiblesse des moyens et de la faible adhésion des familles (entre 41% et 47%) à l'abonnement**.** Dans la commune IV, les résultats d'une étude réalisée en 2007 par le Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales ont révélé qu'en Commune IV, environ ¾ des ménages, déversent leurs ordures ménagères dans les poubelles et les fosses compostières et 23,4% des ménages leurs déchets dans la cour et la rue. Il ressort des mêmes résultats que la majorité des ménages (73,2%) déversent leurs eaux usées dans la rue ou dans la cour des concessions. Ces taux de déversement des eaux usées dans la rue ou dans la cour des concessions sont légèrement supérieurs à ceux de la commune VI (73,2% contre 71,2%) (WaterAid, 2007).

Conclusion

Cet article a porté sur : Problématique de gestion des déchets solides en commune V du District de Bamako ». La méthodologie adoptée a révélé que la taille des ménages influence sur l'état de l'environnement. Pour la majorité des enquêtés, l'environnement n'est pas du tout sain. En outre, il a été constaté un faible abonnement des ménages à un GIE, un fort rejet des déchets des ménages dans la nature, un enfouissement et une incinération des déchets solides. S'agissant de la gestion des déchets solides et liquides, il serait nécessaire de développer les dépotoirs de transit et des collecteurs, et d'appuyer financièrement et matériellement les GIE dans le domaine de l'assainissement. Le problème de l'assainissement est toujours préoccupant. La ville de Bamako demeure toujours sale et la commune V en particulier. Pour rendre la ville propre il faut encourager, soutenir, aider toutes les actions allant dans le sens de l'assainissement tout en menant une large campagne d'information et de sensibilisation. De la même façon sanctionner le mauvais comportement et tout acte d'incivisme de l'insalubrité. Ensuite faire recourir à l'expertise étrangère pour le recyclage et la revalorisation des déchets solides.

Références bibliographiques

BANGOURA, M.R., 2017, *Gestion des déchets solides ménagers et ségrégation socio-spatiale dans la ville de Conakry*. Thèse de Doctorat de Géographie. Université Toulouse le Mirail - Toulouse II.

BERTOLINI G., 2008, « Les déchets : rebuts ou ressources ? », in *Economie et statistique*, Octob-novembre, n° 258-259, p 129-134.

Convention de la gestion des services de propreté de la ville de Bamako septembre 2014, 44 pages.

Guindo Amadou et Draba Amadou « La gestion des ordures ménagères dans le district de Bamako : cas de la commune V » mémoire ENSUP Bamako 2014, 49 pages.

KOUASSI Konan (2013), insalubrité, gestion des déchets ménagers et risque sanitaire infanto-juvénile à Adjamé, Thèse de doctorat unique en géographie, option : environnement et santé, Université de Cocody – Abidjan, UFR : Sciences de l'Homme et de la Société, Institut de Géographie Tropicale, 597p.

Koné K « La gestion des déchets solides dans la commune de Kalabancoro », mémoire ENSUP Bamako 2013, 51 pages.

Mairie du District de Bamako **(2010),** Premier forum sur le développement urbain de Bamako, 23, 24 et 25 février 2010, Cahier du participant, 57p.

Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales (2007), **plan sectoriel de développement de la commune iv de Bamako,** Région de Koulikoro – Cercle de Kati Commune Rurale de Kalabancoro, 34p.

Plan triennal de la commune V 23/07/2010, 44 pages.

Résultats définitifs RGPH : répertoire des villages mars 2013. 298 pages

WaterAid (2007), Plan sectoriel de développement de la commune vi du district de Bamako, 37p